



**ACADÉMIE
DE CRÉTEIL**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des services départementaux
de l'éducation nationale
de la Seine-Saint-Denis

DIMOPE

Affaire suivie par :

Aurélie MAGRIN

Tél : 01 43 93 72 05

Mél : ce.93dimope@ac-creteil.fr

8 rue Claude Bernard

93 008 BOBIGNY Cedex

www.dsden93.ac-creteil.fr

Bobigny, le 01 décembre 2020,

L'inspecteur d'académie,
directeur académique des services
de l'éducation nationale de la Seine-Saint-Denis

à

Mesdames et messieurs les inspecteurs de l'Éducation
nationale

POUR EXECUTION

Mesdames et messieurs les directeurs de SEGPA

Mesdames et messieurs les directeurs des écoles
maternelles, élémentaires et établissements spécialisés

POUR DIFFUSION

Mesdames et messieurs les instituteurs et professeurs
des écoles

POUR ATTRIBUTION

Diffusion obligatoire

Objet : Circulaire financière année scolaire 2020-2021

I. Changement de référence bancaire :

Le changement de compte bancaire n'est rendu effectif qu'à réception de la demande de l'agent. Celui-ci doit fournir le formulaire dûment rempli et signé situé à l'annexe de la présente circulaire ou celle remis par son gestionnaire. Accompagné de cette demande est attendu le RIB comportant les références BIC et IBAN, ainsi que le nom et le prénom du demandeur.

Important :

1. Le service d'aide à la mobilité bancaire est refusé par la Direction Départementale des finances publiques du Val-de-Marne.
2. Ne pas clôturer votre ancien compte bancaire avant que le premier virement ne soit effectif sur votre nouveau compte.
3. Les dossiers doivent être adressés au service de la gestion administrative et financière des personnels titulaires (<http://www.dsden93.ac-creteil.fr/annu-ia/annu.php?structure=DIMOPE>).
4. Les services de la gestion financière travaillent avec un mois de décalage par rapport au mois civil.

II. Prise en charge des frais de transport :

Référence :

- Décret n°2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail ;
- Décret n°2020-543 du 09 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilité durable » dans la fonction publique d'État et arrêté du même jour (JORF du 10 mai 2020) ;
- Circulaire DGAFP du 22 mars 2011 portant application du décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 ;
- PJ formulaire de remboursement de frais de transport et formulaire des états de frais de déplacement ponctuel.

1. Les conditions de prise en charge des frais de transport :

Le remboursement partiel des frais de transport concerne les trajets entre le domicile et la résidence administrative pour les abonnements suivants :

- Les abonnements annuels, mensuels, hebdomadaires ou à renouvellement tacite à nombre de voyages illimités ou limités délivrés par les entreprises de transport public ;
- L'abonnement à un service public de location de vélos ;
- Les abonnements de la SCNF de type « fréquence » ;
- Les cartes de transport imagin'R réservées aux étudiants de moins de 26 ans.

Important :

Ne sont pas pris en compte les titres de transports en commun achetés à l'unité.

2. La procédure à suivre pour la prise en charge :

La prise en charge partielle de l'abonnement transport est versée avec la rémunération mensuelle de l'agent et figure sur son bulletin de paye. Elle s'arrête automatiquement au 31 août d'une année –N.

En conséquence, il est demandé de renouveler tous les ans la demande de remboursement partiel des titres de transport.

Pour constituer votre dossier, vous devez :

- Renseigner l'imprimé correspondant à votre abonnement (annuel, mensuel ou hebdomadaire) et le signer ;
- Joindre le justificatif de l'achat du titre de transport ;
- Adresser le dossier complet à l'Inspecteur de l'Éducation Nationale (IEN) de votre circonscription pour signature et transmission aux services de la DIMOPE.

3. Montant de la prise en charge par l'État :

Le montant de la prise en charge s'effectue à hauteur de 50% du montant de l'abonnement annuel, quelle que soit sa durée réelle (hebdomadaire, mensuelle ou annuelle), sur la base du tarif le plus économique.

La participation de l'employeur ne peut excéder un montant plafond de 86,16 €.

4. Retenues pour absence :

Des retenues seront effectuées dans les situations suivantes :

- Congés maladie d'une durée de plus de 30 jours consécutifs ;
- Congés longue maladie et longue durée ;
- Congés maternité ;
- Congés de formation professionnelle à temps plein ;
- Congés formation syndicale ;
- Congés de solidarité familiale ;
- Congés bonifiés ;
- Congés annuels pris au titre du compte épargne temps.

5. Cas particulier : les frais de déplacements.

Les enseignants en stage de formation peuvent bénéficier du remboursement partiel des frais de transport à la seule condition de participer à un stage long pour le DDEEAS et le CAPPEI (un an minimum).

Les enseignants doivent remplir le formulaire intitulé « État de frais de déplacement ponctuel des enseignants en formation continue ».

Le dossier complet doit être retourné au service en charge de la formation continue à l'adresse suivante : ce.93dimope@ac-creteil.fr.

6. Le forfait mobilité durable (FMD) :

a-Définition :

Le forfait mobilité durable s'applique pour tous les agents de l'État dans le cadre du remboursement de tout ou partie des frais engagés au titre de leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail avec leur cycle ou cycle à pédalage assisté personnel ou en tant que conducteur ou passager en covoiturage.

Les agents faisant ce choix d'un mode de transport alternatif et durable peuvent bénéficier d'un forfait de 200 € par an. Il faut justifier au moins de 100 jours d'utilisation du moyen de locomotion éligible sur une année civile.

Le nombre minimal de jours et le montant du forfait sont modulés à proportion de la durée de présence de l'agent (recrutement en cours d'année, radiation des cadres en cours d'année, position autre que la position d'activité pendant une partie de l'année).

b-Agents bénéficiaires / Agents exclus :

Le dispositif s'adresse à tous les agents de la fonction publique d'État (titulaires, stagiaires, contractuels de droit privé et public).

Le forfait mobilité durable n'est pas cumulable avec la prise en charge mensuelle des frais d'abonnement de transport public ou de service public de location de vélo.

Le forfait mobilité durable ne s'applique pas pour les agents bénéficiant :

- D'un logement de fonction sur leur lieu de travail ;
- D'un véhicule de fonction ;
- D'un transport collectif gratuit entre leur lieu de domicile et leur lieu de travail ;
- D'un transport gratuit par leur employeur ;
- Des dispositions du décret n°83-588 du 1^{er} juillet 1983 instituant une allocation spéciale en faveur de certains fonctionnaires et agents de l'État et des établissements publics à caractère de l'État en service à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens qui, en raison de l'importance de leur handicap, ne peuvent utiliser les transports en commun.

c-Procédure d'attribution :

Le bénéfice au forfait mobilité est subordonné au dépôt du formulaire en annexe établie par l'agent auprès de la DIMOPE. Cette déclaration certifie l'utilisation de l'un ou des deux moyens de transport dans les conditions prévues par le décret du 09 mai 2020.

Cette déclaration s'effectue au plus tard le 31 décembre de l'année de référence pour un paiement, en une seule fraction, à compter du 1^{er} janvier de l'année N+1.

d-Dispositif transitoire pour l'année civile 2020 :

Afin d'accélérer la diversification des modes de transports dans le contexte d'urgence sanitaire, les agents peuvent bénéficier à la fois du versement du forfait de mobilité durable et du versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'un abonnement à un service public de location de vélo, à condition que leur versement intervienne au titre de périodes distinctes. (*ex. En 2020, l'agent pourra bénéficier de la prise en charge mensuelle d'un abonnement de transport public de janvier à juin, puis bénéficier du forfait mobilités durables au titre de ses déplacements domicile-travail effectués de juillet à décembre 2020*).

Le montant forfait mobilités durables et le nombre minimal de jour prévus sont réduits de moitié au titre des déplacements réalisés entre le 11 mai 2020 au 31 décembre 2020. Ainsi, le montant est de 100 € (en une seule fraction) pour une durée de 50 jours.

e-Contrôle par l'employeur :

Le décret du 09 mai 2020 précise que l'utilisation du cycle ou du cycle à pédalage assisté personnel peut faire l'objet d'un contrôle de la part de l'employeur. L'attestation sur l'honneur prévue par le décret suffit à justifier de l'utilisation du vélo. Toutefois, en cas de doute manifeste, l'employeur peut demander à l'agent de produire tout justificatif utile à sa demande (*ex. facture d'achat, d'assurance ou d'entretien*).

L'utilisation du covoiturage doit faire l'objet d'un contrôle. À cette fin, les justificatifs utiles à cet effet peuvent être : un relevé de facture (si passager) ou de paiement (si conducteur) d'une plateforme de covoiturage ; une attestation sur l'honneur du covoitureur en cas de covoiturage effectué en dehors des plateformes professionnelles ; une attestation issue du registre de preuve de covoiturage (<http://covoiturage.beta.gouv.fr/>).

III. Indemnité de sujétion spéciale de remplacement (ISSR) : IR 0702.

Référence :

- **Décret n°89-825 du 09 novembre 1989 modifié portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales de remplacement aux personnels assurant des remplacements dans le 1^{er} et le 2nd degré.**

1. Nature des postes :

Conformément aux dispositions du décret cité en référence, seuls peuvent bénéficier d'une indemnité journalière de sujétion spéciale de remplacement pour les services qui leur sont confiés, les instituteurs et les professeurs des écoles chargés des remplacements affectés sur postes de brigades départementales (BD, BD-ASH).

Les personnels ayant à effectuer un remplacement dans une école autre que l'école de rattachement peuvent donc prétendre au bénéfice de l'indemnité de sujétion spéciale de remplacement (ISSR).

Le paiement des ISSR des brigades départementales s'effectue systématiquement de l'école de rattachement à l'école de remplacement.

2. Taux :

Le taux applicable dépend de la distance entre l'école de rattachement de l'enseignant et l'école où s'effectue le remplacement.

3. Modalités de gestion :

Les services de remplacement ouvrant droit à l'indemnité de sujétion spéciale de remplacement (ISSR) font l'objet d'un traitement automatisé. Ainsi, les services de remplacements effectués durant un mois donné M seront traités par l'automatisme pendant le mois suivant M+1 et mis en paiement sur le mois de paye M+2.

Le versement automatisé de l'indemnité de sujétion spéciale de remplacement aux enseignants remplaçants suppose que les enseignants absents, quel qu'en soit le motif, signalent et transmettent les justificatifs de leurs absences dans un délai de 48 heures à leur IEN de circonscription puisque tout retard de transmission des justificatifs aura pour conséquence des retards dans le traitement et le paiement des indemnités dues aux enseignants remplaçants.

IV. Dispositifs indemnitaires :

1. Indemnités de fonctions de l'enseignement spécialisé et adapté : IR 1914-0147-1994.

Référence :

- Décret modifié n°2013-790 du 30 août 2013 instituant une indemnité de suivi et d'accompagnement des élèves au bénéfice des personnels enseignants du premier degré (ISAE) ;
- Décret n°89-826 modifié du 09 novembre 1989 portant attribution d'une indemnité spéciale ;
- Décret n°2017-964 du 10 mai 2017 instituant une indemnité pour les personnels enseignant exerçants dans certaines structures de l'enseignement spécialisé et adapté et arrêté du même jour en fixant le montant.

a. *Indemnité de Suivi et d'Accompagnement des élèves au bénéfice des personnels enseignants du premier degré (ISAE-IR 1914) :*

- Bénéficiaires :

Elle concerne les personnels enseignants du premier degré exerçant dans les écoles maternelles et élémentaires et en ESMS. Depuis le 1^{er} septembre 2017, cette indemnité est également versée aux enseignants exerçant en SEGPA, EREA et ULIS.

- Montant :

Le montant de l'indemnité est de 100 € brut mensuels.

- Règles de gestion :

Cette indemnité est liée à l'exercice effectif des fonctions y ouvrant droit. Elle est proratisée en cas de temps partiel ou d'affectation pour une partie de l'Obligation Règlementaire de Service (ORS) dans un établissement n'ouvrant pas droit à l'ISAE.

Elle suit les mêmes règles que le traitement principal en cas de congé maladie ou de congés familiaux. Elle est suspendue à compter de la date de l'arrêté d'octroi de CLM ou CLD.

Elle est maintenue aux enseignants engagés dans un cycle de formation préparatoire au CAPPEI ou DDEAS.

b. *L'indemnité spéciale aux professeurs des écoles (IR-0147) :*

- Bénéficiaires :

Elle demeure versée aux professeurs des écoles affectés en ERP, CNED et classe relais

- Montant :

Le montant de l'indemnité est de 131,45 € brut mensuels.

- Règles de gestion :

Elle est liée à l'exercice effectif des fonctions donc proratisée en cas de temps partiel ou d'affectation pour une partie de l'Obligation Règlementaire de Service (ORS) dans un établissement n'ouvrant pas droit à l'ISAE.

Elle suit les mêmes règles que le traitement principal en cas de congé maladie ou de congés familiaux. Elle est suspendue à compter de la date de l'arrêté d'octroi de CLM ou CLD.

c. *L'indemnité d'exercice en SEGPA, EREA, ULIS et ESMS (IR-1994)*

- Bénéficiaires :

Elle est versée aux personnels enseignants (1^{er} et 2nd degré) exerçant en SEGPA, EREA, ULIS et ESMS. Elle remplace l'indemnité 0147, désormais uniquement versée aux professeurs des écoles affectés en ERPD, CNED et classes relais.

- Montant :

Le montant de l'indemnité est de 147,08 € brut mensuels.

- Règles de gestion :

Elle est liée à l'exercice effectif des fonctions donc proratisée en cas de temps partiel ou d'affectation pour une partie de l'Obligation Règlementaire de Service (ORS) dans un établissement n'ouvrant pas droit à la 1994.

Elle suit les mêmes règles que le traitement principal en cas de congé maladie ou de congés familiaux. Elle est suspendue à compter de la date de l'arrêté d'octroi de CLM ou CLD.

Le bénéfice de cette indemnité est exclusif du versement d'heures supplémentaires au titre des activités de coordination et de synthèse et du versement de la 0234 pour les enseignants du second degré.

2. *Éducation prioritaire REP ET REP+ : IR 1882-1883*

Référence :

- Décret n°2015-1087 du 28 août 2015 portant régime indemnitaire spécifique en faveur des personnels exerçant dans les écoles et établissements REP et REP+ ;
- Arrêté du 28 août 2015 fixant les taux annuels en application du décret du même jour ;
- Arrêté du 28 août 2015 modifiant l'arrêté du 03 mai 2002 ;
- Décret n°2015-1089 du 28 août 2015 instituant une indemnité différentielle en faveur de certains personnels de direction ;
- Arrêté du 28 août 2015 modifiant l'arrêté du 12 septembre 2008 fixant les taux annuels de l'indemnité de sujétions spéciales attribuées aux directeurs d'école et d'établissement spécialisé.

- Règles d'attribution :

Les personnels concernés par les indemnités de sujétion REP et REP+ sont les instituteurs et les professeurs des écoles stagiaires, titulaires et contractuels exerçant des fonctions d'enseignement et d'éducation affectés ou exerçant dans une école ou un établissement classé REP ou REP + y compris en SEGPA ainsi que les ERSEH.

Les taux annuels, versés mensuellement sont les suivants :

- 4646 euros pour les personnels exerçant en établissement classé REP+
- 1734 euros pour les personnels exerçant en établissement classé REP

L'indemnité est proportionnelle au temps de service effectué devant les élèves en établissement REP ou REP+. Les personnels qui n'exercent ces fonctions que pendant une partie de l'année scolaire ou de leurs obligations hebdomadaires de service reçoivent une fraction de l'indemnité proportionnelle à la durée d'exercice.

L'indemnité est versée dans les mêmes conditions aux personnels exerçant sur des postes fractionnés (RASED et TRS). Pour ces personnels, l'IEN devra indiquer sur le formulaire, le temps de service effectué en REP ou REP+ avant transmission au service de gestion individuelle et financière.

Pour les agents exerçant à temps partiel, le taux de l'indemnité correspond à la quotité financière de traitement.

L'indemnité REP ou REP+ est maintenue dans les mêmes proportions que le traitement tant que l'agent n'est pas remplacé en cas de congés de maladie ordinaire, maternité, adoption, paternité et d'accueil de l'enfant. Elle est suspendue en cas de CLM ou CLD. En cas de remplacement ou d'intérim, l'indemnité est versée, pendant la période correspondante, à l'agent désigné pour assurer le remplacement ou l'intérim.

3. Indemnité de sujétion spéciale des directeurs d'école : IR-2217

Référence :

- Décret n°83-644 du 08 juillet 1983 modifié institue une indemnité de sujétions spéciales (ISS) allouée aux directeurs d'école primaire, élémentaire ou maternelle, aux maîtres directeurs et aux directeurs d'établissement spécialisé.

Depuis la rentrée 2018, un changement de codification de l'ISS des directeurs des écoles est effectué. Les indemnités IR-0112 et IR-1620 sont supprimées.

Elles sont remplacées par un seul code indemnitaire : IR-2217 avec 30 codes taux.

4. Prime spéciale d'installation : IR 0127

Référence :

- Décret n°89-259 du 24 avril 1989 relatif à la prime spéciale d'installation attribuée à certains personnels débutants ;
- PJ formulaire de demande.

a. Condition de prise en charge :

La prime spéciale d'installation est attribuée aux fonctionnaires civils de l'État qui au jour de leur titularisation reçoivent une affectation dans une des communes de la région Ile-de-France.

Les anciens agents contractuels de la fonction publique titularisés peuvent bénéficier de la prime spéciale d'installation sous réserve que leur nouvelle résidence administrative diffère de celle de leur dernière affectation avant nomination dans le corps.

b. Procédure à suivre pour la prise en charge :

L'indemnité n'est pas automatique. L'agent doit en faire la demande via un courrier. Le modèle de la lettre se trouve dans l'annexe de la présente circulaire.

Important :

- Les dossiers doivent être adressés au service de la gestion administrative et financière des personnels titulaires (<http://www.dsden93.ac-creteil.fr/annu-ia/annu.php?structure=DIMOPE>).
- Les demandes manuscrites doivent être réalisées après titularisation, soit après le 1er septembre d'une année-N.

c. *Montant :*

Le montant de la prime spéciale d'installation correspond à la somme du traitement brut et de l'indemnité de résidence afférents à l'indice brut 500, soit 2080,26 € brut.

5. Prime d'entrée dans le métier : IR 1527

Référence :

- Décret n°2008-926 du 12 septembre 2008 instituant une prime d'entrée dans le métier d'enseignement, d'éducation et d'orientation ;
- Arrêté du 12 septembre 2008.

Une prime d'entrée dans le métier d'un montant forfaitaire de 1500€ est attribuée aux agents qui, à l'occasion de leur première titularisation dans un corps de fonctionnaires enseignants du premier ou du second degré, dans le corps des conseillers principaux d'éducation ou dans le corps des conseillers d'orientation-psychologues, sont affectées dans une école, un établissement ou un service relevant du ministre chargé de l'éducation nationale et qui n'ont pas exercé de fonctions d'enseignement, d'éducation ou d'orientation préalablement à leur nomination pendant une durée supérieure à trois mois.

Cette prime est cumulable avec la prime spéciale d'installation (IR 0127 décret n°89-259 du 24 avril 1989).

Cas particuliers :

Personnes placées en position de disponibilité, de congé parental ou de non activité pour poursuivre des études concomitamment à une première titularisation.

Elles peuvent bénéficier de la prime d'entrée dans le métier si elles sont affectées, à l'issue de cette période de non-activité et dans un délai de trois années à compter de cette titularisation, dans une école, un établissement ou un service relevant du ministre chargé de l'éducation nationale.

● **Modalités de paiement de la prime :**

La prime est versée en deux fois 750 €, payes de novembre et février.

Cas particuliers :

Cessation de fonction et changements d'affectation intervenant au cours de cette année.

1° Si l'agent est placé en congé parental ou en disponibilité après le versement de la première fraction de bénéfice mais ne peut pas prétendre au versement de la seconde fraction.

Si ce changement de position intervient après le versement de la seconde fraction de l'indemnité, l'agent conserve l'intégralité de la prime.

L'agent peut bénéficier de la fraction de la prime qui ne lui a pas été versée s'il est réintégré sur un emploi y ouvrant droit à l'issue de cette période de non-activité, dans un délai de trois années à compter de sa titularisation ;

2° L'agent qui est détaché ou affecté sur un emploi n'ouvrant pas droit au bénéfice de la prime est tenu au reversement de l'intégralité du montant perçu ;

3° L'agent dont la démission a été régulièrement acceptée est tenu au reversement de l'intégralité du montant perçu.

La prime ne peut être versée deux fois à la même personne.

- Procédure technique :

Aucune demande de l'agent n'est nécessaire.

Critères de sélection des agents :

- Avoir une date de titularisation supérieure ou égale au 01/09/2020 ;
- Appartenir à un corps de personnels enseignants, d'orientation ou d'éducation ;
- Ne pas avoir plus de trois mois d'ancienneté en tant que contractuel ayant exercé des fonctions d'enseignement au cours de l'année qui précède la nomination.

V. La journée de carence :

Référence :

- Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Articles L.27 et L.35 du code des pensions civiles et militaires de retraite ;
- Article 115 de la loi n°2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018.

1. Le principe de la journée de carence :

L'article 115 de la loi de finances pour 2018 précise que les agents publics (civils et militaires) en congé de maladie ne bénéficient du maintien de leur traitement ou de leur rémunération, ou du versement de prestations en espèces par l'employeur qu'à compter du deuxième jour de ce congé. Aucune rémunération n'est donc versée au titre du premier jour de maladie, dénommé « jour de carence ».

Les agents publics relevant de l'autorité de la Direction des Services Départementale de l'Éducation Nationale de la Seine-Saint-Denis concernés sont :

- Les fonctionnaires stagiaires et titulaires relevant de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Les agents contractuels de droit public.

La retenue pour carence concerne exclusivement le premier jour du congé ordinaire de maladie. Elle est appliquée pour chaque congé de maladie en dehors des cas d'exclusions mentionnés ci-dessous :

- Lorsque la maladie provient de l'une des causes exceptionnelles prévues aux articles L.27 et L.35 du code des pensions civiles et militaires de retraite ou d'un accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;
- Au deuxième congé de maladie, lorsque la reprise du travail entre deux congés de maladie accordés au titre de la même cause n'a pas excédé 48 heures ;
- Au congé pour invalidité temporaire imputable au service, au congé du blessé prévu à l'article L.4138-3-1 du code de la défense, aux congés pour accident de service ou accident du travail et maladie professionnelle, au congé de longue maladie, au congé de longue durée et au congé de grave maladie ;
- Aux congés de maladie accordés postérieurement à un premier congé de maladie au titre d'une même affectation de longue durée (ALD)¹, au sens de l'article L.324-1 du code de la sécurité sociale, pour une période de trois ans à compter de ce premier congé de maladie.

¹ Est attendu le volet 2 de l'arrêt maladie où est mentionnée l'ALD.

2. La retenue sur traitement :

La rémunération s'entend comme comprenant la rémunération principale et, le cas échéant, les primes et indemnités dues au titre du jour auquel s'applique le délai de carence.

Sont par conséquent concernés les éléments de rémunération qui auraient dû être servis à l'agent public au titre de ce jour notamment :

- La rémunération principale ou le traitement indiciaire brut ;
- L'indemnité de résidence ;
- La nouvelle bonification indiciaire, le cas échéant ;
- Les indemnités liées à l'exercice des fonctions.

En revanche sont exclues de l'assiette de la retenue les primes et indemnités suivantes :

- Le supplément familial de traitement ;
- Les indemnités qui ont un caractère de remboursement de frais ;
- Les primes et indemnités liées au changement de résidence, à la primo affectation, à la mobilité géographique et aux restructurations ;
- Les primes et indemnités liées à l'organisation du travail ;
- Les avantages en nature ;
- Les indemnités d'enseignement ou de jury ainsi que les autres indemnités non directement liées à l'emploi, dès lors que le service a été fait ;
- La prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

Pour les agents à temps partiel : l'assiette de calcul de la retenue correspond à la rémunération proratisée selon les règles fixées à l'article 40 de la loi du 11 janvier 1984 pour la fonction publique d'État.

3. Le montant de la retenue :

La retenue est de 1/30^{ème} de la rémunération appréciée à la date du jour de carence. Un agent à demi-traitement verra sa retenue calculée sur la base de son demi-traitement.

Lorsqu'un agent est placé rétroactivement en congé longue maladie (CLM), congé longue durée (CLD) ou en congé grave maladie (CGM), en accident de service ou en maladie professionnelle, la retenue pour carence effectuée donne lieu dans tous les cas à remboursement.

4. Mention sur le bulletin de paye :

Le bulletin de paye de l'agent public portera mention du montant de la date qui se rattache au jour de carence. Si plusieurs journées de carence doivent être décomptées, chacun de ces jours fera l'objet d'une mention et d'un décompte spécifique.

VI. Le prélèvement à la source :

Les services financiers des enseignants du premier degré pour les titulaires (DIMOPE 3) et les enseignants du premier degré stagiaires et contractuels (DIMOPE 4) ne sont pas habilités à traiter les questions relatives au prélèvement à la source.

Pour toutes questions, vous êtes invités à prendre contact auprès de la Direction générale des finances publiques : 0 811 368 368 (0,06 € par minute + prix d'appel) ou depuis votre messagerie sécurisée sur impots.gouv.fr.

Pour le recteur de l'académie de Créteil et par délégation,
le directeur académique des services
de l'éducation nationale de la Seine Saint-Denis



Antoine Chaleix